

ASSEMBLEE GENERALE

TREIZIEME SESSION

Documents officiels



**Jeudi 26 février 1959,
à 10 h. 55**

New-York

SOMMAIRE

	Page
Demandes d'audience (<i>suite</i>)	
Demandes concernant le point 13 de l'ordre du jour (<i>suite</i>)	581
Point 13 de l'ordre du jour:	
Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle (<i>suite</i>)	
Audition de pétitionnaires (<i>suite</i>)	581

Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).

Demandes d'audience (A/C.4/394/Add.5) [suite]

DEMANDES CONCERNANT LE POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR (A/C.4/394/Add.5) [suite]

1. Le **PRESIDENT** annonce qu'une demande d'audience établie au nom des anciens membres du maquis, des prisonniers politiques et des victimes de l'oppression est parvenue (A/C.4/394/Add.5). Les signataires ont mandaté pour les représenter M. Mayi Matip, qui a déjà été désigné comme représentant de deux autres organisations auxquelles des audiences ont été accordées.

2. M. DE CAMARET (France) dit que, sans s'opposer à l'octroi d'une audience, sa délégation n'approuve pas la demande étant donné les termes dans lesquels elle est rédigée.

La Commission décide de faire droit à la demande.

POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle* (A/4092, A/4093, A/4094, A/C.4/395, T/SR.953 à 963) [suite]

AUDITION DE PETITIONNAIRES (*suite*)

Sur l'invitation du Président, les pétitionnaires prennent place à la table de la Commission.

3. Mme Marthe OUANDIE (Union démocratique des femmes camerounaises) dit que le fait qu'une femme, la toute première dans l'histoire du régime de tutelle internationale, se présente devant l'Assemblée générale en tant que pétitionnaire prouve que le régime de tutelle n'a pas été vain, du moins au Cameroun, et témoigne de l'intérêt que porte la femme camerounaise à la vie politique nationale. Malheureusement, son ardent désir d'émancipation rencontre l'opposition de l'Autorité administrante qui ne souhaite pas voir la femme camerounaise s'élever au niveau des femmes des autres continents.

* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

4. Au cours de la première partie de la session, les objectifs de l'Union démocratique des femmes camerounaises (UDEFEF) ont été exposés à la Quatrième Commission (792^{ème} séance) par le Président de l'Union des populations du Cameroun (UPC) et Mme Ouandié se bornera donc à déclarer que son organisation reste attachée au programme et au calendrier qui avaient été définis à l'époque.

5. Depuis le 26 novembre 1958, date à laquelle la Quatrième Commission a décidé de reprendre sa session le 20 février 1959, plusieurs faits nouveaux sont intervenus, notamment le retour de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958), qui séjournait alors au Cameroun, et la publication de ses rapports; plusieurs conférences internationales, comme l'All-African People's Conference tenue à Accra en décembre 1958 et le Congrès de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire, ont appuyé le programme de l'UDEFEF.

6. Les impérialistes français en particulier s'évertuent à justifier leurs plans d'intégration en calomniant les organisations qui sont de loin les plus représentatives. C'est ainsi que l'on a cherché à discréditer l'UDEFEF et à la représenter comme une filiale d'une organisation communiste recevant ses ordres de Berlin-Est. Il ne semble guère nécessaire de réfuter de telles allégations destinées à servir des desseins trop évidents.

7. Parce que l'UDEFEF est la seule organisation féminine camerounaise travaillant à l'émancipation de la femme et que, de ce fait, elle ne plaît pas aux autorités administrantes, elle a été dissoute et quatre de ses dirigeantes ont été déportées et leurs biens confisqués. On a dit qu'elles s'étaient résignées à l'exil afin de dissimuler le fait qu'elles ont été expulsées de leur pays d'une manière injuste et inhumaine.

8. Pour excuser des actes pareils et d'autres plus révoltants encore, on invoque la prétendue menace communiste qui n'existe que dans la pensée de ses inventeurs.

9. Les rapports que la Mission de visite a adressés au Conseil de tutelle (T/1426 et Add.1¹, T/1427 et T/1434²) ont profondément déçu les femmes camerounaises. Premièrement, la Mission n'a séjourné que trois semaines au Cameroun sous administration française, pays presque aussi grand que la France, dont plus d'une semaine à Yaoundé pour s'entretenir avec les autorités locales. De plus, la Mission s'est déplacée en avion d'une ville à l'autre, alors que la grande majorité de la population habite la campagne.

10. Deuxièmement, le temps consacré à l'audition de pétitionnaires a été dérisoire et presque inexistant. Dans la subdivision d'Akonolinga, qui compte une population de 60.000 habitants environ, la Mission a réservé un quart d'heure, le 21 novembre 1958, à cet

¹ Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4093.

² Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4092.

effet. Dans l'avant-propos du rapport de la Mission de visite sur le Cameroun sous administration française (T/1427 et T/1434), on relève que "la Mission a la conviction que tous ceux qui ont voulu la rencontrer pouvaient le faire en toute liberté et lui exprimer leurs vues". L'UDEFEC est convaincue du contraire et elle a de bonnes raisons de l'être. Le chef de la subdivision d'Akonolinga a annoncé, dans un avis au public en date du 17 novembre 1958, que les personnes qui désiraient être reçues devaient se faire inscrire au secrétariat de la subdivision en indiquant le motif de l'audience et si elles désiraient parler en leur nom personnel ou en celui d'une collectivité. Ces conditions ont nettement été imposées pour empêcher la libre expression des opinions. Un exemplaire de cet avis est à la disposition de tout membre de la Commission qui désirerait en prendre connaissance. Dans ces circonstances, toute personne qui aurait présenté une demande d'audience en tant que membre de l'UDEFEC, par exemple, aurait couru le risque d'être arrêtée et emprisonnée pour reconstitution de ligue dissoute.

11. Enfin, la Mission a écourté de quelques jours son séjour au Cameroun et n'a donc pas pu visiter les importantes régions de Bamiléké et du Mungo, si ce n'est quelques villes choisies par les autorités.

12. Dans ces conditions, le rapport de la Mission de visite et ses conclusions ne sont pas convaincants. Par exemple, la Mission s'est employée à prouver que l'UPC n'est pas un mouvement populaire, sauf dans la Sanaga-Maritime et dans le Wouri, et que sa force s'est trouvée sérieusement ébranlée par les "ralliements massifs" de ses anciens militants. Or *le Monde*, porte-parole officieux du Quai d'Orsay, a parlé le 19 décembre 1958, c'est-à-dire deux semaines environ après le départ de la Mission, d'effervescence dans les régions du Mungo et de Bamiléké, ainsi qu'à Douala; il a parlé des importantes contributions prélevées par l'UPC et mentionné le meurtre de M. Wanko, député de Bafoussam, ainsi que d'autres crimes politiques. Il semblerait presque que le Gouvernement français soit plus objectif et mieux informé que la Mission de visite des Nations Unies. En outre, un éditorial de *l'Economist* de Londres, en date du 27 décembre 1958, reconnaît catégoriquement que l'UPC est le parti le plus représentatif du Cameroun. La Mission de visite elle-même admet cette idée lorsqu'elle déclare que les nouveaux partis politiques essaient avec plus ou moins de succès d'asseoir leur organisation et leur influence et que l'UPC reste le parti le plus solidement organisé.

13. Sur la question de l'organisation de nouvelles élections avant l'accession à l'indépendance, Mme Ouandié attire l'attention sur les paragraphes 139 et 141 du rapport de la Mission de visite et affirme que la Mission fonde son refus sur deux éléments: la prétendue identité de vues qui régnerait entre la population dans son ensemble et la prétendue Assemblée législative et le "caractère représentatif" de cette assemblée.

14. Pour ce qui est de la première des deux questions, il faut reconnaître que l'UPC est, plus que l'Assemblée actuelle, le porte-parole du peuple camerounais puisque, comme l'a reconnu la Mission elle-même, ce parti a fondé son programme sur l'unification et l'indépendance. C'est donc l'UPC, et non l'Assemblée, qui représente les aspirations véritables du peuple camerounais.

15. En ce qui concerne le second point, Mme Ouandié fait observer que la Mission de visite elle-même n'est pas convaincue du caractère représentatif de l'Assemblée actuelle puisqu'elle se borne à déclarer que "rien n'autorise... à soutenir que la composition de l'Assem-

blée législative n'est pas à l'image de l'opinion populaire" (par. 139) et qu'elle exprime l'opinion que "dans l'ensemble l'Assemblée actuelle a un caractère représentatif" (par. 141). Ceci prouve que la Mission n'a certainement reçu de statistiques que de la seule Autorité administrante et qu'au fond elle doit douter que l'Assemblée représente vraiment le pays.

16. Outre le fait que l'Assemblée législative a été élue dans des conditions spéciales et que les statistiques de l'Autorité administrante ont été grossies intentionnellement pour justifier le maintien de cette assemblée, celle-ci n'avait plus aucune raison d'être dès le jour où elle avait achevé la discussion du projet de statut, discussion en vue de laquelle les élections avaient eu lieu.

17. Des journaux et des personnalités dont les opinions sont opposées à celles de l'UDEFEC ont reconnu que les élections ne s'étaient déroulées ni de façon régulière et démocratique ni dans une atmosphère de sérénité. En outre, M. Gaston Defferre, alors ministre de la France d'outre-mer, avait déclaré, en août 1956, qu'une loi d'amnistie serait votée par le Parlement avant les élections, afin que la consultation soit véritablement populaire. Cependant, la loi d'amnistie n'a été promulguée que le 18 février 1957, soit près de deux mois après les élections. Cela, la Mission ne le nie pas et, dans ces conditions, nombreux sont ceux qui se demandent sur quoi la Mission s'est fondée pour conclure que les élections ont été des élections populaires. Les conclusions de la Mission de visite et les recommandations faites par le Conseil de tutelle dans sa résolution 1925 (XXIII) sur ce sujet ne peuvent donc pas être considérées comme objectives, logiques et convaincantes.

18. Pour toutes ces raisons et afin d'aider à la réalisation de l'unité nationale, l'UDEFEC estime que l'on devrait organiser de nouvelles élections dans des conditions démocratiques et pacifiques afin d'élire une assemblée véritablement représentative. Refuser d'organiser de nouvelles élections équivaldrait à admettre le caractère non représentatif de l'Assemblée actuelle.

19. Au cours des derniers mois, on a beaucoup parlé de la nécessité d'une réconciliation nationale. L'UDEFEC espère ardemment que ce vœu se traduira par des actes. A son avis, les conditions préalables suivantes devraient être remplies: amnistie totale et inconditionnelle portant sur tous les faits commis depuis mai 1955; abrogation des décrets portant dissolution des organisations démocratiques, y compris l'UDEFEC; libération des prisonniers politiques et garantie formelle que tous les exilés pourront rentrer chez eux sans être inquiétés ni poursuivis; retrait du pays de toutes les forces militaires. La loi d'amnistie qui a été adoptée récemment n'est ni totale ni inconditionnelle. Le représentant du "gouvernement" Ahidjo a admis, devant le Conseil de tutelle, que ce "gouvernement" pouvait abroger le décret du 13 juillet 1955, mais qu'il refusait de le faire. Ce n'est pas ainsi que l'on réalisera l'unité des esprits et des cœurs que désirent tous les Camerounais.

20. En dissociant le problème de l'unification de celui de l'indépendance, comme l'a fait le Conseil de tutelle, l'Organisation des Nations Unies ferait du Kamerun une nouvelle Corée, un nouveau Viet-Nam ou une nouvelle Allemagne. Le refus d'organiser des élections et le fait que l'on n'a pas réussi à réaliser la réconciliation nationale promise montrent qu'un "gouvernement" qui s'est attiré l'inimitié de la population essaie, par des

moyens détournés, d'hypothéquer de façon permanente l'indépendance du pays.

21. Le monde entier est dans l'attente du résultat du débat de l'Assemblée générale. L'histoire jugera l'attitude de chaque délégation et de l'ensemble des Nations Unies selon que le peuple kamerunais aura été satisfait ou déçu. Il ne s'agit pas simplement en effet d'un problème kamerunais, mais d'un problème africain et mondial.

22. La représentante de l'UDEFEF espère que l'on ne sacrifiera pas les principes à des considérations politiques et que les libertés humaines ne seront pas dépréciées dans un Territoire où elles devraient être un objet de respect, car, à travers le problème kamerunais, c'est tout le système international de tutelle qui est mis à l'épreuve.

23. M. Gaston KINGUE JONG (Mouvement d'action nationale du Cameroun) est heureux que le Conseil de tutelle ait approuvé les conclusions de la Mission de visite concernant le Cameroun sous administration française.

24. Le parti que représente M. Kingué Jong est issu du mouvement créé en juin 1956, sous le nom d'Union nationale, en vue de rassembler toutes les tendances politiques du Cameroun autour d'un programme minimum visant à atteindre les buts du régime de tutelle, ainsi qu'à réunifier les deux parties du Cameroun et à obtenir une amnistie générale en ce qui concerne les événements survenus dans le Territoire depuis mai 1955. Comme le Mouvement désire atteindre ces buts par des moyens légaux et pacifiques, la majeure partie de ses membres a décidé, lors du second congrès tenu en novembre 1956, de participer aux élections qui devaient avoir lieu le mois suivant bien que le Mouvement fût opposé à la loi-cadre du 23 juin 1956 parce que celle-ci ne reconnaissait pas le principe de l'indépendance totale. Par la suite, les représentants du Mouvement à la nouvelle Assemblée ont formé le Groupe d'action nationale du Cameroun et le Mouvement d'action nationale du Cameroun (MANC) est devenu un parti légalement constitué, dont l'action s'étend à l'ensemble du Territoire. En fait, il a été le premier parti politique créé dans le Sud à s'implanter dans la partie nord du Territoire. Ses huit députés à l'Assemblée législative représentent la majeure partie des régions du Sud (Nten, Kribi et Wouri) et du Sud-Ouest (Mungo et Nkam).

25. La situation actuelle du Territoire montre que la majeure partie de la population partage le point de vue de ce parti. Le fait que même les partis et les groupes qui autrefois n'envisageaient l'indépendance que dans un avenir très éloigné ont maintenant changé d'opinion montre de façon convaincante que l'unanimité s'est faite sur la question d'une accession rapide à l'indépendance. Il est hors de doute que, depuis que M. Ahidjo est devenu premier ministre, il existe dans le Territoire un gouvernement véritablement camerounais, un gouvernement des Camerounais par les Camerounais. Les lois sont des lois camerounaises, votées par l'Assemblée législative, et la politique générale et l'administration sont entre les mains du Gouvernement camerounais. Qu'il suffise de citer comme exemple la récente loi d'amnistie qui diffère à de nombreux égards de l'ancienne loi établie par l'Autorité administrante. Par conséquent, il est naturel que l'ensemble de la population désire que le Territoire assume la responsabilité de ses affaires intérieures et extérieures le 1er janvier 1960.

26. Les Camerounais ont clairement indiqué quel était leur choix et le contester équivaldrait à nier le caractère représentatif des institutions légalement constituées du Territoire. L'Organisation des Nations Unies ne saurait refuser de reconnaître ce choix sans manquer à la disposition de la Charte aux termes de laquelle l'une des fins essentielles du régime de tutelle est d'aider les peuples des territoires sous tutelle à accéder à l'indépendance. On n'imagine pas que le parti que représente M. Kingué Jong, et qui, un an auparavant, constituait la seule opposition légale au statut établi en vertu de la loi-cadre, se prête à la moindre manœuvre ayant pour but d'empêcher les Camerounais de jouir d'une indépendance complète. Le représentant du MANC fait appel à ceux qui, récemment, réclamaient l'indépendance immédiate, afin qu'ils ne créent pas de nouveaux désordres qui ne feraient que retarder le triomphe de la cause qu'ils prétendent défendre. La loi d'amnistie que le MANC a appuyée offre à tous les Camerounais la possibilité de participer à l'édification du nouvel Etat.

27. En ce qui concerne la question de la réunification, une fois que l'on reconnaît que les deux parties du Cameroun portent un seul et même nom et ont toutes deux formé la colonie allemande connue sous le nom de Kamerun, il n'est pas besoin d'invoquer les considérations historiques et économiques auxquelles le malam Abdullahi et M. Endeley ont fait allusion. En réalité, le Cameroun a été divisé, non pas en raison de différences raciales ou parce que l'une des deux parties n'était pas viable du point de vue économique, mais tout simplement en vertu d'un traité qui a mis fin à une guerre qui n'intéressait pas les Camerounais. La frontière tracée à cette époque a divisé des groupes ethniques tels que les Mandaras et les Foulbés au nord, les Bamilékés à l'ouest et les Mungos au sud-ouest et a détruit la communauté d'intérêts que ces peuples avaient créée entre eux au cours de la longue période pendant laquelle ils étaient placés sous l'autorité d'un seul gouvernement. Il est même fréquent que la frontière traverse des terres et des fermes appartenant à un même propriétaire, de telle sorte que celui-ci est obligé de vendre une partie de sa production dans un Territoire en échange de livres sterling et le reste dans l'autre en échange de francs français. En outre, il lui est interdit de passer la frontière en étant porteur de plus de 15 livres sterling ou d'une somme équivalente en francs français et il est obligé de payer des impôts de chaque côté de la frontière. Cette situation encourage les activités de contrebande, ce qui a un effet préjudiciable sur la moralité de la population. De plus, des groupes familiaux sont désorganisés. En réalité, les inconvénients de cette division, qui ont été souvent reconnus, à la Commission, par les autorités administrantes elles-mêmes, l'emportent de loin sur les quelques avantages dont il a été fait mention.

28. Le représentant de l'Indonésie avait raison lorsqu'il a déclaré qu'un territoire sous tutelle ne doit être ni annexé ni intégré à un territoire qui n'est pas placé sous le même régime. La meilleure façon de résoudre le problème serait peut-être de laisser les deux zones trancher librement la question entre elles sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies; toutefois, le parti que représente M. Kingué Jong estime que ce serait là une solution de compromis, car, lors des élections qui ont eu lieu récemment au Cameroun méridional sous administration britannique, le parti favorable à la réunification a obtenu la majorité.

29. M. Paul MONTHE (Groupe parlementaire des paysans indépendants), parlant au nom du groupe parlementaire et de l'Association bamileké du Kamerun, déclare que les questions que ces deux groupes lui ont demandé d'exposer sont l'indépendance et la réunification.

30. Donnant un aperçu de l'histoire du Territoire sous tutelle, il souligne que trois années ont particulièrement marqué sa marche vers l'indépendance. La première est l'année 1922 où la France, chargée des affaires du Territoire, a commencé l'œuvre de développement économique, politique et social. La seconde est l'année 1946 où, pour la première fois, a été créée une Assemblée camerounaise représentative; depuis cette époque, tous les partis et les dirigeants politiques camerounais s'accordent sur le principe de l'indépendance en dépit de divergences qui existent entre eux concernant la manière d'y parvenir; il est donc paradoxal que ceux qui autrefois ont eu recours à la violence au nom de la cause de l'indépendance élèvent maintenant des obstacles sur la voie de sa réalisation. La troisième année importante est l'année 1959 où les Camerounais prendront les dernières mesures leur permettant d'accéder à la pleine souveraineté. Etant donné l'évolution constitutionnelle qui a eu lieu au cours des deux dernières années, les Camerounais ont été vivement déçus d'apprendre que l'Assemblée générale avait décidé, en décembre 1958, de différer sa décision au sujet de la fin du régime de tutelle. C'est pour cette raison que des organisations politiques qui n'avaient auparavant jamais envoyé de pétitionnaires auprès de l'Organisation des Nations Unies ont maintenant décidé de le faire, avec le ferme espoir qu'aucun pays ne voudrait prendre sur lui de retarder le moment de mettre fin à l'Accord de tutelle.

31. En ce qui concerne la loi d'amnistie large et généreuse qui a été récemment adoptée. M. Monthe espère que tous ceux à qui elle s'applique demanderont à en bénéficier afin que ce soit un Cameroun fort et uni qui prenne sa place dans la communauté des nations.

32. Pour ce qui est de la question de nouvelles élections, les groupes que M. Monthe représente estiment préférable de laisser le gouvernement et l'Assemblée actuels mener à bonne fin l'œuvre qu'ils ont si bien commencée.

33. Sur la question de la réunification, on ne peut se prononcer avant de connaître les vœux de la population du Cameroun sous administration britannique ni avant que le Cameroun sous administration française ait accédé à l'indépendance, car, comme l'a bien souligné le représentant des Philippines, un territoire sous tutelle ne peut s'intégrer à un autre pays que si celui-ci est indépendant.

34. Les groupes que représente M. Monthe prient donc l'Assemblée générale de déclarer dès la présente session que l'Accord de tutelle sur le Cameroun sous administration française sera abrogé à partir du 1er janvier 1960, sans aucune condition préalable, qu'il s'agisse de nouvelles élections ou de réunification. Le peuple camerounais n'admettrait pas que l'Organisation des Nations Unies lui refuse d'exercer son droit à disposer de lui-même. Il entend profiter des derniers mois qui précèdent l'accession à l'indépendance pour consacrer toute son attention aux problèmes importants qu'il doit résoudre et mettre en place tous les dispositifs voulus pour assurer pleinement cette indépendance.

35. M. MUFTI (République arabe unie) demande au pétitionnaire s'il ne pense pas qu'il serait souhaitable et

logique que l'Organisation des Nations Unies, qui continuera d'être responsable du Territoire jusqu'à ce que le régime de tutelle prenne fin, participe aux travaux nécessaires pour résoudre les problèmes et mettre en place les dispositifs dont il a parlé.

36. M. MONTHE (Groupe parlementaire des paysans indépendants) répond qu'il a voulu dire que les Camerounais devaient décider de leur future constitution et établir des plans économiques et sociaux, travaux qui seront de longue haleine. Les Camerounais veulent être sûrs que l'Accord de tutelle sera abrogé à la date prévue pour pouvoir progresser dans l'élaboration de leurs plans.

37. Mlle BROOKS (Libéria) demande à Mme Ouandié pourquoi son parti estime que des élections devraient avoir lieu avant que le Cameroun accède à l'indépendance, bien que les Gouvernements français et camerounais aient déclaré que le Territoire serait pleinement indépendant.

38. Mme OUANDIE (Union démocratique des femmes camerounaises) déclare que son parti est arrivé à cette conclusion parce que, une fois que le Territoire aura accédé à l'indépendance, l'Organisation des Nations Unies n'aura plus aucun droit de regard sur ce qui s'y passera. La loi électorale a été rédigée par les autorités françaises et chacun sait comment le Gouvernement camerounais actuel en applique les dispositions. En outre, l'article 25 du nouveau statut prévoit qu'en cas de révolte armée ou de risque imminent de révolte de ce genre, le Gouvernement français peut être invité à envoyer des troupes pour maintenir l'ordre. Rien ne garantit donc que les élections se dérouleraient de façon démocratique. Ce que désire son parti, c'est que les élections se déroulent sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies.

39. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) demande à Mme Ouandié sur quoi elle s'est fondée pour dire que le journal *le Monde* était le porte-parole officiel du Ministère des affaires étrangères de France. Puisque Mme Ouandié a parlé de la mort de M. Wanko, le représentant de la France aimerait qu'elle dise à quel parti appartenait M. Wanko et qui l'a assassiné. Enfin, puisque Mme Ouandié a accusé l'Autorité administrative d'être hostile à l'émancipation des femmes, il aimerait qu'elle dise combien de fillettes camerounaises fréquentent l'école au Cameroun ou en France et combien de jeunes filles font des études supérieures.

40. Mme OUANDIE (Union démocratique des femmes camerounaises) fait observer qu'elle a qualifié le journal *le Monde* d'organe "officieux" et n'a pas employé l'adjectif "officiel". Si elle devait révéler la source de ses renseignements, *le Monde* — qui publie d'assez nombreuses informations sur le Cameroun — pourrait être frappé par les foudres du colonialisme.

41. M. Wanko n'appartenait à aucun parti; il travaillait simplement pour le bien de son pays. Quant à savoir qui l'a assassiné, ce n'est guère à Mme Ouandié de répondre à cette question: comme le représentant de la France le sait bien, 17 personnes ont été condamnées à mort pour ce crime sans avoir pu se défendre.

42. Le nombre des filles qui fréquentent l'école primaire est de 74.799; 26 filles font des études secondaires; aucune ne fréquente un établissement d'enseignement supérieur. Ces chiffres sont très faibles par rapport à l'importance de la population féminine du Territoire.

43. M. KOSCZIUSKO-MORIZET (France) déclare que le Ministère des affaires étrangères de la France

ne possède pas d'organe officieux. En fait, *le Monde* exprime bien souvent des opinions qui sont contraires à celles du Gouvernement français, comme il est normal dans un pays où la presse est libre. M. Behle, ministre du travail du Cameroun, donnera des précisions à la Commission sur les autres points.

44. M. BEHLE (France) [Ministre du travail du Cameroun sous administration française] indique que 87.500 filles fréquentaient les écoles primaires et secondaires en 1958. Il y a dans le Territoire deux écoles normales d'institutrices qui forment chaque année 200 institutrices diplômées. Quatre-vingt-dix-huit jeunes filles font des études supérieures à l'Université de Paris. Dans la plupart des grands centres, 90 pour 100 des filles fréquentent l'école et la proportion est de 100 pour 100 à Douala, à Yaoundé et à Nkongsamba. Dans les régions rurales, elle est de 60 ou 70 pour 100. Une somme de 5 millions de francs CFA était prévue au budget de 1958 pour les boursiers et un autre crédit de 15 millions de francs français a été accordé pour octroyer des bourses aux étudiants des deux sexes qui poursuivent leurs études à l'étranger.

45. M. Richard DIN SAME (Assemblée traditionnelle du peuple douala) déclare que son parti, qui a souvent envoyé des pétitionnaires devant la Commission, souhaite dire combien le peuple camerounais est reconnaissant à l'Organisation des Nations Unies de la sollicitude dont elle a su entourer l'évolution de son pays. Ce parti souhaite également rendre hommage à la France pour l'œuvre immense qu'elle a accomplie au Cameroun.

46. On a déjà dit tant de choses en faveur de la création d'un Etat libre, souverain et indépendant du Cameroun qu'il n'est plus nécessaire de justifier l'opportunité d'une telle mesure. Néanmoins, le parti auquel appartient M. Din Samé a estimé qu'il était de son devoir d'apporter des éléments positifs dans le débat qui concerne l'avenir du Territoire. L'Assemblée traditionnelle du peuple douala (Ngondo) a toujours joué un rôle actif au cours des diverses phases de l'évolution du pays, en particulier depuis la deuxième guerre mondiale pendant la période au cours de laquelle le Cameroun a fait son apprentissage de la démocratie et les Camerounais ont commencé à jouir des droits de l'homme. Les Camerounais ont participé aux travaux des institutions du Territoire dont le champ d'action s'est progressivement élargi de sorte qu'il y a mainte-

nant une Assemblée législative fondée sur les principes de la démocratie parlementaire. Ils ont élargi aussi leur expérience en participant aux travaux des organes français d'administration, tandis qu'en assistant aux débats de l'Organisation des Nations Unies ils ont appris à comprendre les problèmes internationaux. Grâce à l'expérience qu'ils ont ainsi acquise, ils se trouvent maintenant pleinement qualifiés pour assumer la direction des affaires de leur pays.

47. L'infrastructure que le Cameroun possède maintenant et les activités économiques auxquelles la population s'est bien adaptée permettront au pays d'avoir une économie fondée sur des bases solides et un commerce extérieur important. L'abondance de ses ressources actuelles et potentielles ne peut que renforcer cette conviction. L'évolution sociale est telle dans le Territoire que le Cameroun peut faire face à toutes les responsabilités d'un Etat souverain et indépendant.

48. Le parti Ngondo a constaté avec satisfaction que le gouvernement actuel, contrairement à son prédécesseur, a fait siennes les revendications populaires, à savoir : l'indépendance — qui ne pose plus de question et dont la date a été fixée officiellement — la réunification des deux Camerouns et l'octroi d'une large amnistie, qu'une loi récente vient de rendre effective.

49. Le parti Ngondo a quatre requêtes à présenter à l'Assemblée générale : en premier lieu, qu'elle déclare que le Cameroun deviendra indépendant au moment où l'Accord de tutelle sera abrogé, le 1er janvier 1960, sans que l'on procède à une autre consultation populaire ; deuxièmement, qu'elle se prononce en faveur de la réunification des deux zones du Cameroun sans avoir recours à un référendum, car les résultats des élections qui ont eu lieu récemment au Cameroun sous administration britannique sont suffisamment significatifs ; troisièmement, qu'elle prenne note dans sa résolution finale du fait que l'immense majorité du peuple camerounais souhaite voir l'Assemblée législative et le gouvernement actuels diriger le pays jusqu'à la proclamation de l'indépendance ; quatrièmement, qu'elle prenne acte que l'Assemblée législative et le gouvernement qui seront élus au suffrage universel après la proclamation de l'indépendance seront seuls habilités à exercer les prérogatives d'un Etat indépendant, en particulier dans le domaine des affaires étrangères.

La séance est levée à 12 h. 45.